

**Art. 7.** Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 2bis :

« § 2bis. In afwijking van wat voorafgaat en in het kader van het peterschap :

a) bedraagt de toelage 10 euro per vormingsuur voor alle ondernemingen, ongeacht of het al dan niet om een kleine of middelgrote onderneming gaat;

b) en, als het om weinig gekwalificeerde werknemers gaat, wordt de tegemoetkoming met 1 euro per vormingsuur verhoogd. »

**Art. 8.** Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. De kwalificerende opleiding kan verstrekt worden in de vorm van een peterschap.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de opleiding in het kader van een peterschap.

In afwijking van artikel 16, § 4, kan de duur van de opleidingen in het kader van het peterschap volgens de modaliteiten bepaald door de Regering maximum driehonderd uur per opgeleide werknemer bereiken.

In afwijking van artikel 17, § 1, kan de opleiding in het kader van het peterschap een individuele opleiding zijn. »

**Art. 9.** Artikel 28, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 10.** Dit decreet treedt in werking op de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 9, dat in werking treedt op 31 december 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 juni 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement 587 (2006-2007), nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 13 juni 2007.*

Bespreking - Stemmingen.

---

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2689

[2007/202070]

**14 JUIN 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 10, 14, 15, 24 et 26;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 2003;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné dans l'urgence le 22 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 février 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 février 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.149/4, donné le 29 mai 2007, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret relatif au budget de l'année 2007 a été adopté le 21 décembre 2006;

Que ce budget augmente le budget destiné au subventionnement des entreprises de travail adapté;

Que des adaptations essentiellement techniques de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 sont nécessaires pour pouvoir fixer le nombre global de personnes handicapées subsidiées pour l'ensemble des entreprises de travail adapté;

Qu'il est impératif que ces adaptations soient fixées le plus rapidement possible pour permettre aux dites entreprises de travail adapté de fonctionner de manière efficace en recrutant des travailleurs handicapés supplémentaires de sorte à développer l'intégration des personnes handicapées sur le marché de l'emploi et à contribuer à la création d'activités;

Vu que le présent arrêté entre en vigueur avec effet rétroactif à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2007;

Vu que cette rétroactivité est justifiée par la nécessité, prévue par le plan stratégique transversal n° 3 "Inclusion sociale", de subventionner des emplois supplémentaires dans les entreprises de travail adapté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, sont apportées les modifications suivantes :

— dans le point 2°, les mots "pour lesquels l'Agence octroie une intervention" sont remplacés par les mots "reconnus par l'Agence";

— le point 7° est complété comme suit : "dans le cas où l'entreprise de travail adapté est gérée par une société à finalité sociale, les statuts de la société doivent prévoir que les associés ne peuvent rechercher aucun bénéfice patrimonial";

— le point 10° est complété comme suit : "le directeur engagé après la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008 doit être titulaire d'un diplôme universitaire ou de niveau supérieur non universitaire".

**Art. 3.** A l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 2003, il est apporté les modifications suivantes :

— à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le nombre "5 863" est remplacé par le nombre "6 263";

— au point 1°, les mots "5 313 personnes handicapées" sont remplacés par les mots "5 613 personnes handicapées, dont 300 embauchées au plus tôt à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2007";

— au point 2°, le nombre "50" est remplacé par le nombre "150" et le membre de phrase "au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté" est remplacé par le membre de phrase "dont 50 ont été engagées au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et 100 au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2007".

**Art. 4.** A l'article 6, alinéa 2 du même arrêté, les mots "indice pivot 1,2936 du 1<sup>er</sup> mars 2002" sont remplacés par les mots "indice pivot 109,45 (base 1996 = 100)".

**Art. 5.** A l'article 18 du même arrêté, le § 2 est remplacé par le paragraphe suivant : "Pour un emploi temps plein, le montant trimestriel de la rémunération sur lequel porte l'intervention ne peut être supérieur aux montants suivants :

— à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

1° directeur : 12.922,35 EUR;

2° assistants du directeur : 12.922,35 EUR;

3° membres du personnel exécutant des fonctions d'encadrement liées à la production : 8.325,86 EUR;

4° employés administratifs ou commerciaux : 8.008,16 EUR;

5° travailleurs sociaux ou ergothérapeutes : 10.110,22 EUR;

— à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

1° directeur : 13.134,54 EUR;

2° assistants du directeur : 13.134,54 EUR;

3° membres du personnel exécutant des fonctions d'encadrement liées à la production : 8.462,57 EUR;

4° employés administratifs ou commerciaux : 8.139,66 EUR;

5° travailleurs sociaux ou ergothérapeutes : 10.276,24 EUR;

— à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 :

1° directeur : 13.345,40 EUR;

2° assistants du directeur : 13.345,40 EUR;

3° membres du personnel exécutant des fonctions d'encadrement liées à la production : 8.598,43 EUR;

4° employés administratifs ou commerciaux : 8.270,33 EUR;

5° travailleurs sociaux ou ergothérapeutes : 10.441,21 EUR.

Ces montants sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 104,14 (base 2004 = 100). Ils sont réduits de moitié en ce qui concerne les emplois mi-temps."

**Art. 6.** A l'article 18 du même arrêté, les §§ 3 à 6 sont abrogés.

**Art. 7.** A l'article 20 du même arrêté, le membre de phrase "pour autant que ce poste soit occupé et qu'il ne fasse l'objet" est remplacé par le membre de phrase "pour autant que ce poste à mi-temps soit occupé et ne fasse l'objet".

**Art. 8.** Un article 21bis rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 21bis. L'Agence octroie à l'entreprise de travail adapté une avance trimestrielle à valoir sur les interventions visées à l'article 13 et qui lui sont attribuées à l'expiration du trimestre.

Le montant de cette avance trimestrielle ne peut dépasser 100 % du montant des interventions qui ont été liquidées à l'entreprise de travail adapté pour le trimestre correspondant de l'année précédente.

L'avance trimestrielle est liquidée mensuellement par tiers, sauf révision de son montant en cours de trimestre. »

**Art. 9.** A l'article 22, alinéa 2, du même arrêté, les mots "indice pivot 1,2936 du 1<sup>er</sup> mars 2002" sont remplacés par les mots "indice pivot 109,45 (base 1996 = 100)".

**Art. 10.** L'article 29 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes : "Dans les limites des crédits budgétaires, l'Agence octroie, pour le personnel visé à l'article 27, une intervention fixée à 100 % de la rémunération.

Pour un emploi temps plein, le montant trimestriel de la rémunération sur lequel porte l'intervention ne peut être supérieur aux montants suivants :

— à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

\* moniteur : 8.325,86 EUR;

\* ergothérapeutes : 10.110,22 EUR;

— à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

\* moniteur : 8.462,57 EUR;

\* ergothérapeutes : 10.276,24 EUR;

— à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 :

\* moniteur : 8.598,43 EUR;

\* ergothérapeutes : 10.441,21 EUR.

Ces montants sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 104,14 (base 2004 = 100). Ils sont réduits de moitié en ce qui concerne les emplois à mi-temps.

L'intervention de l'Agence peut être octroyée pour du personnel d'encadrement, à raison d'un équivalent temps plein, durant le mois qui précède l'ouverture d'une section d'accueil et de formation."

**Art. 11.** L'article 45, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété comme suit :

« Ce montant est indexé conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et est lié à l'indice pivot 104,14 (base 2004 = 100). »

**Art. 12.** Il est inséré dans le même arrêté un article 45 bis rédigé comme suit :

« Les montants suivants sont affectés au Fonds de sécurité d'existence en vue de l'harmonisation des barèmes du personnel de cadre :

— en 2007 : 450.189,47 EUR;

— en 2008 : 89.810,53 EUR. »

**Art. 13.** Aux articles 46 et 47 du même arrêté, les mots "de la subvention visée à l'article 45" sont remplacés par les mots "des subventions visées aux articles 45 et 45bis".

**Art. 14.** A l'article 49, alinéa 2, du même arrêté, les mots "indice pivot 1,2936 du 1<sup>er</sup> mars 2002" sont remplacés par les mots "indice pivot 109,45 (base 1996 = 100)".

**Art. 15.** Les annexes 2 à 5 du même arrêté, sont abrogées.

**Art. 16.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007, à l'exception de l'article 2, troisième tiret, complétant le point 10<sup>o</sup> de l'article 3 du même arrêté qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 17.** La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 juin 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme Ch. VIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2689

[2007/202070]

**14 JUNI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 10, 14, 15, 24 en 26;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 november 2003;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), met spoed gegeven op 22 maart 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 februari 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 februari 2007;

Gelet op het advies nr. 43.149/4 van de Raad van State, gegeven op 29 juli 2007, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het begrotingsdecreet 2007 is aangenomen op 21 december 2006;

Dat dat decreet voorziet in een verhoging van de begroting betreffende de subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk;

Dat voornamelijk technische wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 aangebracht moeten worden met het oog op de vastlegging van het globale aantal gehandicapte personen gesubsidieerd voor het geheel van de bedrijven voor aangepast werk;

Dat deze wijzigingen zo spoedig mogelijk aangebracht moeten worden opdat de bedrijven voor aangepast werk op efficiënte wijze kunnen werken dankzij de werving van bijkomende gehandicapte werknemers met het oog op de ontwikkeling van de integratie van gehandicapte personen op de arbeidsmarkt en de bijdrage tot de creatie van activiteiten;

Overwegende dat dit besluit met terugwerkende kracht in werking treedt op 1 januari 2007;

Overwegende dat de terugwerkende kracht gewettigd wordt door de noodzaak, waarin het transversaal strategisch plan nr. 3 "Sociale inschakeling" voorziet, om vanaf 1 januari 2007 bijkomende banen in de bedrijven voor aangepast werk te subsidiëren;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in punt 2<sup>o</sup> worden de woorden "voor wie het Agentschap een tegemoetkoming verleent" vervangen door de woorden "erkend door het Agentschap";

— punt 7<sup>o</sup> wordt aangevuld als volgt : "als het bedrijf voor aangepast werk door een vennootschap met een sociaal oogmerk beheerd wordt, bepalen de statuten van de vennootschap dat de vennoten geen enkel patrimoniaal voordeel mogen nastreven";

— punt 10<sup>o</sup> wordt aangevuld als volgt : "de directeur in dienst genomen na 1 januari 2008 is houder van een universitair diploma of van een niet universitair diploma van het hogere niveau".

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 november 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in het eerste lid wordt het aantal "5 863" vervangen door het aantal "6 263";

— in punt 1<sup>o</sup> worden de woorden "5 313 gehandicapte personen" vervangen door de woorden "5 613 gehandicapte personen, van wie 300 ten vroegste op 1 januari 2007 in dienst zijn genomen";

— in punt 2<sup>o</sup> wordt het aantal "50" vervangen door het aantal "150" en wordt het zinsdeel "ten vroegste op de datum van inwerkingtreding van dit besluit" vervangen door het zinsdeel "van wie 50 ten vroegste op 1 januari 2003 en 100 ten vroegste op 1 januari 2007 in dienst zijn genomen".

**Art. 4.** In artikel 6, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "spilindexcijfer 1,2936 van 1 maart 2002" vervangen door de woorden "spilindexcijfer 109,45 (basis 1996 = 100)".

**Art. 5.** In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door volgende paragraaf : "Voor een voltijdse betrekking mag het driemaandelijkse loonbedrag waarop de tegemoetkoming betrekking heeft niet hoger zijn dan de volgende bedragen :

— vanaf 1 januari 2007 :

1<sup>o</sup> directeur : 12.922,35 EUR;

2<sup>o</sup> assistent van de directeur : 12.922,35 EUR;

3<sup>o</sup> lid van het kaderpersoneel dat begeleidingsfuncties uitoefent i.v.m. de productie : 8.325,86 EUR;

4<sup>o</sup> administratief of commercieel bediende : 8.008,16 EUR;

5<sup>o</sup> maatschappelijk werker of arbeidstherapeut : 10.110,22 EUR;

— vanaf 1 januari 2008 :

1<sup>o</sup> directeur : 13.134,54 EUR;

2<sup>o</sup> assistent van de directeur : 13.134,54 EUR;

3<sup>o</sup> lid van het kaderpersoneel dat begeleidingsfuncties uitoefent i.v.m. de productie : 8.462,57 EUR;

4<sup>o</sup> administratief of commercieel bediende : 8.139,66 EUR;

5<sup>o</sup> maatschappelijk werker of arbeidstherapeut : 10.276,24 EUR;

— vanaf 1 januari 2009 :

1<sup>o</sup> directeur : 13.345,40 EUR;

2<sup>o</sup> assistent van de directeur : 13.345,40 EUR;

3<sup>o</sup> lid van het kaderpersoneel dat begeleidingsfuncties uitoefent i.v.m. de productie : 8.598,43 EUR;

4<sup>o</sup> administratief of commercieel bediende : 8.270,33 EUR;

5<sup>o</sup> maatschappelijk werker of arbeidstherapeut : 10.441,21 EUR.

Die bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en gekoppeld aan het spilindexcijfer 104,14 (basis 2004 = 100). Ze worden gehalveerd in het geval van halfzijdse betrekkingen."

**Art. 6.** In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de §§ 3 tot 6 geschrapt.

**Art. 7.** In artikel 20 van hetzelfde besluit wordt het zinsdeel "voorzover dat ambt bekleed wordt en op voorwaarde dat het niet in aanmerking komt" vervangen door het zinsdeel "voorzover dat ambt bekleed wordt en niet in aanmerking komt".

**Art. 8.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 21*bis*, luidend als volgt :

« Art. 21*bis*. Het Agentschap verleent het bedrijf voor aangepast werk een driemaandelijks voorschot op de in artikel 13 bedoelde tegemoetkomingen die hem aan het einde van het kwartaal betaald worden.

Het bedrag van het driemaandelijks voorschot is niet hoger dan 100 % van het bedrag van de tegemoetkomingen betaald aan het bedrijf voor aangepast werk voor hetzelfde kwartaal van het vorige jaar.

Het driemaandelijks voorschot wordt maandelijks betaald door derde, behalve herziening van het desbetreffende bedrag in de loop van het kwartaal. »

**Art. 9.** In artikel 22, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "spilindexcijfer 1,2936 van 1 maart 2002" vervangen door de woorden "spilindexcijfer 109,45 (basis 1996 = 100)".

**Art. 10.** Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : "Binnen de grenzen van de begrotingskredieten verleent het Agentschap voor het personeel bedoeld in artikel 27 een tegemoetkoming gelijk aan 100 % van het loon.

"Voor een voltijdse betrekking mag het driemaandelijks loonbedrag waarop de tegemoetkoming betrekking heeft niet hoger zijn dan de volgende bedragen :

— vanaf 1 januari 2007 :

\*instructeur : 8.325,86 EUR;

\* arbeidstherapeut : 10.110,22 EUR;

— vanaf 1 januari 2008 :

\*instructeur : 8.462,57 EUR;

\* arbeidstherapeut : 10.276,24 EUR;

— vanaf 1 januari 2009 :

\*instructeur : 8.598,43 EUR;

\* arbeidstherapeut : 10.441,21 EUR.

Die bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en gekoppeld aan het spilindexcijfer 104,14 (basis 2004 = 100). Ze worden gehalveerd in het geval van halfzijdse betrekkingen".

De tegemoetkoming van het Agentschap kan voor voltijds begeleidingspersoneel verleend worden tijdens de maand vóór de opening van een opvang- en vormingsafdeling."

**Art. 11.** Artikel 45, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Dat bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en gekoppeld aan het spilindexcijfer 104,14 (basis 2004 = 100). »

**Art. 12.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 45*bis*, luidend als volgt :

« De volgende bedragen zijn bestemd voor het Bestaanszekerheidsfonds met het oog op harmonisatie van de weddeschalen van het begeleidingspersoneel :

— in 2007 : 450.189,47 EUR;

— in 2008 : 89.810,53 EUR. »

**Art. 13.** In de artikelen 46 en 47 van hetzelfde besluit worden de woorden "van de in artikel 45 bedoelde toelage" vervangen door de woorden "van de in de artikelen 45 en 45*bis* bedoelde toelagen".

**Art. 14.** In artikel 49, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "spilindexcijfer 1,2936 van 1 maart 2002" vervangen door de woorden "spilindexcijfer 109,45 (basis 1996 = 100)".

**Art. 15.** De bijlagen 2 tot 5 bij hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007, behalve artikel 2, derde streepje, dat punt 10° van artikel 3 van hetzelfde besluit aanvult en in werking treedt op 1 januari 2008.

**Art. 17.** De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juni 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. Ch. VIENNE